



**PRÉFÈTE
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Mende, le 2 novembre 2020

Affaire suivie par : Thibault LAURENT
DREAL Occitanie / UID Gard-Lozère
thibault.laurent@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04 34 46 67 32

**Rapport de l'Inspection des Installations classées
pour la protection de l'environnement**

Objet	Mesures de restriction des prélèvements en eau en cas de sécheresse.
Pièce(s) Jointe(s)	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Exploitant	ArcelorMittal Méditerranée Usine de Saint-Chély-d'Apcher

I. PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT ET OBJET

ArcelorMittal Méditerranée, ci-après nommée exploitant, exploite une usine sidérurgique de fabrication d'aciers électriques sur le territoire de la commune de Saint-Chély-d'Apcher.

ArcelorMittal Méditerranée est une filiale du groupe ArcelorMittal, leader mondial de la production d'acier (6 % du marché mondial). Le groupe exploite également de nombreuses mines dans le monde. ArcelorMittal Méditerranée exploite deux sites : Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et Saint-Chély-d'Apcher (Lozère).

Mis en service en 1973, le site de Fos-sur-Mer est une usine sidérurgique dite "intégrée", l'aggloméré de minerai de fer et le coke nécessaire à la fabrication de l'acier sont produits sur le site. Elle a l'autorisation de produire de 5,5 millions de tonnes (Mt) par an d'acier plat de plus de 120 nuances. Les aciers produits alimentent les secteurs industriels suivants: automobile, construction, électroménager, emballage, tubes à énergie (gazoducs, oléoducs)...

L'usine de Saint-Chély-d'Apcher, implantée depuis 1917, est l'unique producteur français de tôles électriques à grains non orientés. La fabrication est assurée à partir des bobines brutes (coils de 20t) provenant des sites de Fos-sur-Mer (80%) et Dunkerque (20%). Ces tôles trouvent leurs applications dans des domaines industriels de haute technologie et de haut de gamme (moteurs, alternateurs électriques...) à forte valeur ajoutée (72 % de la pro-

duction). Les principaux clients sur site Saint-Chély-d'Apcher sont : VW, Siemens, Alstom, GE, Schneider, Miele.

L'approvisionnement en coils s'effectue exclusivement par voie ferrée alors les expéditions se font par camions. Saint-Chély-d'Apcher étudie le fret pour les expéditions pour fiabiliser la ligne et optimiser son bilan carbone.

Les coils subissent plusieurs traitements sur le site dans le cadre du process mis en œuvre (décapage, laminage à froid, dégraissage, recuit qui donne les caractéristiques magnétiques de l'acier, vernissage, parachèvement et emballage...).

Depuis sa construction, le site de Saint-Chély-d'Apcher exploite 2 centrales hydroélectriques produisant la moitié de ses besoins en énergie (production de 60GW/h) lui permettant d'être très performant en matière de bilan carbone et compétitif par rapport au coût de l'énergie.

La production annuelle s'élève à environ 118 kt (2019). L'usine occupe une superficie de 9 ha et emploie 250 salariés environ (dont 50 sous traitants).

Le site de Saint-Chély-d'Apcher relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et de la directive européenne IED relative aux émissions polluantes pour ses activités de traitement de surface.

Dans le cadre de ses activités, le site de Saint-Chély-d'Apcher est un site consommant des quantités d'eaux importantes prélevées dans le milieu naturel. L'approvisionnement en eau du site est réalisé par l'intermédiaire de 2 puits de pompages dans la Malagazagne et le Cros qui assurent 95 % des besoins en eau de l'usine. Ces prélèvements sont réglementés par l'arrêté préfectoral 2016-053-0001 du 20 juillet 2016 qui fixe les limites quantitatives suivantes, y compris pour les périodes d'étiage.

L'objet du présent rapport est de demander à l'exploitant de définir un plan d'actions de réduction des consommations d'eau en cas de dépassements des seuils de vigilance, d'alerte ou de crise lors d'épisode de sécheresses, tels que définis au niveau départemental.

II. RÉGLEMENTATION

La réglementation sécheresse est légiférée par l'article **L. 211-3 du Code de l'Environnement (CE)** qui permet aux autorités administratives de « *Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie* ».

La **Loi n°2006-1772 art. 30 du 30 décembre 2006** dite LEMA découle de la **directive 2000/60/CE** dite DCE. La LEMA rend l'article **L. 211-3 du CE** applicable aux ICPE.

La réglementation sécheresse est fixée par l'article **R. 211-66 du CE** qui donne des détails sur la mise en œuvre de l'article **L. 211-3**.

- Les mesures en cas de sécheresse ou d'un risque de pénurie sont prescrites par arrêté du préfet de département.
- Les mesures prises doivent être portées à connaissance de la population
- Les mesures doivent être proportionnées et graduelles
- Les mesures ne peuvent être prescrites que pour une période limitée dans le temps
- Lorsque le régime d'écoulement des cours d'eau revient à la normale, les mesures prennent fin, si besoin graduellement.

La **Circulaire du 18/05/11** relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse précise l'ensemble des mesures ci-dessus. Elle définit les modalités de l'arrêté-cadre sécheresse.

L'arrêté-cadre sécheresse prescrit le régime général de restriction. Les ICPE doivent se référer au régime général des restrictions d'eau sauf si elles disposent de prescriptions particulières s'y substituant dans leur AP d'autorisation.

Les prescriptions particulières sont mentionnées soit dans leurs arrêtés d'autorisation d'exploitation soit dans un arrêté complémentaire. Ces prescriptions particulières permettent d'adapter les mesures aux spécificités de l'industriel en cas de sécheresse. Cela lui évite de passer sur le régime général qui pourrait être économiquement insupportable en cas de sécheresse. L'application des mesures de restriction de l'arrêté cadre-sécheresse pour les industries passe par la mise en œuvre d'un plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse.

L'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation réglemente les prélèvements et consommation d'eau (excepté pour certaines catégories d'ICPE, voir le cas échéant l'arrêté de branche). L'article 14 permet à l'inspection de fixer si nécessaire des niveaux de prélèvements (débits journaliers et débits horaires) pour permettre de s'adapter à un risque de pénurie d'eau ou à une sécheresse.

III. CONTEXTE

L'objectif pour la DREAL est d'harmoniser les pratiques sur la région Occitanie en matière de gestion de crise sécheresse pour les prélèvements des industries. Cette action est donc conduite à l'échelle régionale pour les principaux sites préleveurs et/ou pour les sites industriels prélevant dans un milieu en défini comme en déficit quantitatif important.

Comme chaque année, de manière récurrente, des épisodes de sécheresse de plus en plus marqués touchent un nombre croissant de départements. Le déficit constaté en eau peut également intervenir hors période estivale et présenter un caractère quasi chronique. Ce sujet médiatique nécessite la participation active de tous les usagers de l'eau dont les industriels les plus gros consommateurs.

D'après les données GEREPA déclarées par l'exploitant sur l'année 2019, ArcelorMittal Méditerranée a utilisé pour les besoins en eau de son usine de St-Chély-d'Apcher 241 000 m³ environ prélevés dans le milieu naturel. Ainsi, elle fait partie des principaux préleveurs de la région Occitanie.

En conséquence, il est utile de demander à l'exploitant les actions ou les mesures qu'il pourrait mettre en œuvre en période de pénurie d'eau afin de réduire ses prélèvements d'eau.

IV. PROPOSITION DE L'INSPECTION ET CONCLUSION

L'inspection propose de réglementer les prélèvements en eau en période de pénurie d'eau.

Pour cela, il convient de demander à l'exploitant de réaliser un plan technico-économique de réduction des prélèvements d'eaux en période de sécheresse. Ce plan permettra d'encadrer le fonctionnement des installations en période de sécheresse.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la réalisation d'un plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse est joint au présent rapport.

Considérant ce qui précède, nous proposons à madame la préfète de la Lozère de réserver une suite favorable à ce projet d'arrêté.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Thibault LAURENT	Le chef de l'UiD Gard/Lozère  Pierre CASTEL	Le chef de l'UiD Gard/Lozère  Pierre CASTEL